

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES

DIVISION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

Le Recteur de la région académique Bretagne,
Recteur de l'académie de Rennes,

- Vu les articles L522-1 à L522-9 du Code général de la fonction publique,
- Vu le décret n°80-627 du 4 août 1980 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive,
- Vu les lignes directrices de gestion ministérielles et académiques,
- Vu l'arrêté rectoral en date du 20 juillet 2022 portant inscription sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2022 pour l'accès au grade de professeur d'éducation physique et sportive de classe exceptionnelle,
- Vu les demandes des intéressés,

Arrête :

Article 1er : Les dispositions de l'arrêté rectoral en date du 20 juillet 2022 portant inscription sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2022 pour l'accès au grade de professeur d'éducation physique et sportive de classe exceptionnelle sont rapportées pour ce qui concerne les professeurs d'éducation physique et sportive dont les noms suivent qui renoncent au bénéfice de leur inscription :

| NOM PRENOM | DISCIPLINE | ETABLISSEMENT |
|----------------|--------------------------------|--|
| MARTIN MARTINE | EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE | Lycée hôtelier – Dinard |
| HAMEURY ANNE | EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE | Collège du Penker – Plestin les Grèves |

Article 2: les professeurs d'éducation physique et sportive hors classe dont les noms sont inscrits sur le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2022 pour l'accès au grade de professeur d'éducation physique et sportive de classe exceptionnelle en remplacement des professeurs d'éducation physique et sportive cités à l'article 1er du présent arrêté :

| NOM PRENOM | DISCIPLINE | ETABLISSEMENT |
|-------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| RICHEZ CHRISTOPHE | EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE | EREA LES PINS PLOEMEUR |
| VOLANT GERALDINE | EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE | COLLEGE CROAS AR PENNOC GUILERS |

Article 3 : Le présent arrêté est publié sur le site de l'académie de Rennes, www.ac-rennes.fr

(rubrique Concours / Métiers / RH, sous-rubrique Carrières puis Promotions des personnels) et affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du Rectorat de l'académie de Rennes, 96 rue d'Antrain Rennes.

Fait le . 5/12/22.

Pour le Recteur et par délégation,
la secrétaire générale adjointe,
directrice des ressources humaines,


Anne Sophie RAULT

Nota :

- La part des femmes parmi les agents promouvables à la classe exceptionnelle des professeurs d'éducation physique et sportive est de 40,2 %, la part des hommes est de 59,8 %.
- La part des femmes parmi les agents promus à la classe exceptionnelle des professeurs d'éducation physique et sportive est de 45,5 %, la part des hommes est de 54,5 %.

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois*

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite - c'est à dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision - vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

*4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.